

les sept nations du Sommet économique, seule l'Allemagne dépend plus que nous des exportations. Voilà pourquoi nous recherchons maintenant si sérieusement les occasions de nous engager dans des négociations commerciales bilatérales et multilatérales.

Je sais que presque tous les Américains et Canadiens ont les yeux tournés vers Genève et la rencontre de demain entre le Président Reagan et le Secrétaire Gorbatchev. La façon dont vous avez associé vos alliés au processus dont l'issue nous affecte tous est un legs au leadership américain. Fort de l'appui du peuple du Canada et de nos prières, le Président Reagan a entamé les discussions.

Si la paix est vitale à l'humanité, une économie saine est essentielle au maintien et au renforcement de la paix mondiale. Lorsque les temps sont durs et que le protectionnisme nous guette, nous devons nous rappeler à quel point un excellent rendement est important pour la prospérité économique de nos deux nations.

Lors de leur Sommet historique, tenu à Québec au printemps de 1985, le Président Reagan et le Premier ministre Mulroney ont pris l'engagement politique de mettre fin au protectionnisme. Ils ont réaffirmé leur appui à la nouvelle série de négociations multilatérales et chargé leurs ministres du Commerce respectifs d'explorer tous les moyens possibles de réduire et d'éliminer les barrières qui entravent actuellement notre commerce bilatéral.

À la mi-septembre, le représentant américain du Commerce, M. Clayton Yeutter, et mon collègue M. Jim Kelleher, ministre du Commerce extérieur, ont recommandé que les deux pays analysent la portée et la nature d'un accord commercial bilatéral le plus étendu possible. En conséquence, le Premier ministre Mulroney a annoncé le 26 septembre, au Parlement, la décision du gouvernement du Canada de poursuivre un nouvel accord commercial avec les États-Unis.

La proposition canadienne a été chaleureusement accueillie par le Président Reagan. La balle est maintenant dans votre camp, puisque votre pays doit suivre ses propres procédures avant que les négociations ne puissent débiter officiellement. Il y a environ trois semaines, le Secrétaire Schultz a réaffirmé à Calgary la réponse positive de l'Administration à notre proposition et m'a annoncé que les États-Unis seraient prêts à amorcer les négociations au début de 1986.